

**Assemblée générale**

Distr. générale
4 octobre 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 114 d) de l'ordre du jour

Élections aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires et autres élections :

élection de quinze membres du Conseil

des droits de l'homme

**Lettre datée du 28 avril 2017, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Représentant permanent
de la Slovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Me référant à la candidature de la République slovaque au Conseil des droits de l'homme pour la période 2018-2020, et conformément à la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale du 15 mars 2006, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un exposé des engagements pris volontairement par la République slovaque.

La Slovaquie, État partie à tous les grands instruments relatifs aux droits de l'homme, est résolue à promouvoir et protéger les droits de l'homme aux niveaux national et international. En sa qualité de membre du Conseil des droits de l'homme durant la période 2008-2011, elle a contribué activement et de manière constructive à la promotion des droits de l'homme. Elle est toute disposée à continuer de donner cette orientation aux travaux du Conseil des droits de l'homme.

L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
(Signé) František **Ružička**



**Annexe à la lettre datée du 28 avril 2017 adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Représentant permanent
de la Slovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature de la Slovaquie au Conseil des droits de l'homme
(2018-2020)**

**Engagements pris volontairement conformément à la résolution [60/251](#)
de l'Assemblée générale**

Mandat de la République slovaque au Conseil des droits de l'homme (2008-2011)

1. La République slovaque a été membre du Conseil des droits de l'homme pour la première fois durant la période 2008-2011. À ce titre, elle a activement participé aux travaux du Conseil se rapportant à la situation de certains États et à des questions thématiques, comme l'élaboration de la Déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme. Elle a encouragé la ratification universelle des conventions des Nations Unies relatives aux droits de l'homme et participé à l'élaboration de nouvelles normes internationales dans ce domaine, ce qui a permis d'améliorer certains mécanismes en vigueur, comme l'Examen périodique universel.

2. Durant son mandat, la République slovaque a joué un rôle important en dirigeant et en coordonnant l'élaboration du troisième Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, qui a renforcé les garanties assurant la protection des droits de l'enfant. Elle a été la première à signer le Protocole et s'emploie activement à promouvoir sa ratification universelle. Pendant la période 2010-2011, elle a assuré la vice-présidence du Conseil des droits de l'homme.

3. Le souhait de la République slovaque de siéger au Conseil des droits de l'homme durant la période 2018-2020 est motivé par l'action qu'elle mène pour apporter une contribution positive et constructive au développement et à la protection des droits de l'homme dans le monde, en s'appuyant sur l'expérience acquise par les précédents membres du plus important organe chargé des droits de l'homme au sein du système des Nations Unies.

Mise en œuvre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

4. La République slovaque est partie à huit grandes conventions des Nations Unies relatives aux droits de l'homme ainsi qu'à leurs protocoles facultatifs. Suite aux engagements qu'elle a pris dans le cadre de sa candidature pour la période 2008-2011, la République slovaque est devenue partie à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et à la Convention relative aux droits des personnes handicapées ainsi qu'au Protocole facultatif s'y rapportant. Les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales priment sur les lois slovaques. La République slovaque coopère pleinement avec les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et, en 2001, a été l'un des premiers pays à leur adresser une invitation permanente. Elle participe activement aux examens périodiques universels d'autres États.

5. La République slovaque est partie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et encourage le dialogue constructif avec les États, qu'ils y soient partie ou non, dans le but de renforcer la justice pénale internationale et l'universalité de la Cour pénale internationale.

6. Soulignant l'importance que revêt la protection des droits de l'homme à l'échelle internationale, la République slovaque prend volontairement les engagements suivants :

- Appuyer les efforts visant à intégrer les considérations relatives aux droits de l'homme dans toutes les activités de l'ONU, y compris dans les domaines du développement, de la paix et de la sécurité;
- Participer activement aux activités menées par le Conseil des droits de l'homme afin de le rendre plus efficace et plus crédible;
- Participer activement au mécanisme de l'Examen périodique universel et promouvoir l'application effective des recommandations adoptées;
- Favoriser la coopération entre les administrations publiques et la société civile, et encourager les organisations non gouvernementales à participer aux activités du Conseil;
- Collaborer avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, appuyer ses activités et favoriser son indépendance;
- Coopérer avec les mécanismes conventionnels des Nations Unies et s'employer à présenter en temps voulu les rapports périodiques nationaux se rapportant aux conventions auxquelles la République slovaque est liée;
- Promouvoir la ratification universelle des Conventions des Nations Unies relatives aux droits de l'homme;
- Attacher une attention particulière à la réalisation des objectifs de développement durable;
- Renforcer et appuyer les droits des femmes et des filles, ainsi que l'égalité entre les hommes et les femmes, en application du Programme de développement durable à l'horizon 2030;
- Promouvoir les droits et les intérêts des enfants, y compris l'accès à un enseignement de qualité, en application du Programme 2030;
- Appuyer les initiatives visant à éliminer le racisme, la xénophobie et les autres formes d'intolérance dans la société;
- Lutter contre la traite des personnes et défendre la dignité et les droits des victimes;
- Défendre la liberté de religion et de conviction, ainsi que la tolérance religieuse;
- Continuer à systématiquement appuyer l'application du droit international, y compris le droit international humanitaire;
- Mieux faire connaître la notion de prévention des violences sexuelles et des violences faites aux femmes en période de conflit armé;
- Transmettre les enseignements tirés de ses propres expériences en matière d'établissement de structures démocratiques et d'institutions de défense des droits de l'homme à d'autres pays en transition qui manifestent leur intérêt pour cette question.

Mise en œuvre des instruments nationaux relatifs aux droits de l'homme

7. Depuis sa naissance en 1993, la République slovaque a subi de profonds changements associés au renouveau démocratique de son administration, et a mis en

place un système de protection des droits de l'homme de qualité à l'échelon national.

8. Le Conseil gouvernemental chargé des droits de l'homme, des minorités nationales et de l'égalité des sexes est un organe d'experts qui conseille le Gouvernement slovaque et dont les activités sont destinées à faire mieux connaître les normes relatives aux droits de l'homme, leur degré de mise en œuvre et les mesures prises pour les faire respecter. Le Conseil gouvernemental met l'accent sur les recommandations formulées par les organes d'experts et les institutions des Nations Unies et surveille l'évolution des lois en vigueur et des nouvelles lois relatives aux droits de l'homme. Il veille à ce que la question des droits de l'homme soit examinée et favorise le dialogue entre les institutions publiques, le secteur non gouvernemental et le milieu universitaire.

9. En 2015, le Gouvernement a approuvé une stratégie nationale conçue pour protéger et défendre les droits de l'homme en République slovaque.

10. Pour continuer à renforcer la protection des droits de l'homme au niveau national, la République slovaque prend les engagements volontaires suivants :

- Défendre les droits de l'enfant conformément au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant et appliquer le plan d'action national en faveur de l'enfant;
- Améliorer la protection des droits des femmes dans la société, de manière concrète et au niveau institutionnel, et mettre en œuvre la stratégie nationale en faveur de l'égalité des sexes ainsi que le plan d'action s'y rapportant;
- Dans le cadre du plan d'action national pour l'élimination et la prévention des violences faites aux femmes, notamment domestiques, renforcer et améliorer l'efficacité des mécanismes de protection et de soutien des victimes;
- Mettre en œuvre le plan d'action visant à éliminer toutes les formes de discrimination, de racisme, de xénophobie et d'intolérance;
- Continuer à œuvrer en faveur de l'intégration des groupes exclus de la société afin de renforcer la protection de leur droits fondamentaux;
- Mettre en œuvre le plan d'action pour la protection des droits de l'homme des minorités nationales et des groupes ethniques;
- Mettre en œuvre la stratégie nationale en faveur de l'intégration des Roms jusqu'à 2020;
- Assurer un soutien systématique à la préservation, à l'expression, à la protection et à la promotion des valeurs culturelles et identitaires des minorités nationales, à l'éducation et à la formation sur les droits de ces minorités, ainsi qu'au dialogue et à la compréhension interethniques et interculturels;
- Mettre en œuvre le programme national visant à améliorer les conditions de vie des personnes handicapées;
- Améliorer la sécurité des personnes âgées, les protéger des mauvais traitements et des brutalités, et mettre en œuvre le programme national relatif au vieillissement actif;
- Créer des mécanismes efficaces pour prévenir et éliminer la traite des personnes et mettre en œuvre le plan d'action national visant à lutter contre ce phénomène;
- Promouvoir l'éducation et la formation aux droits de l'homme et à la citoyenneté démocratique, y compris la prévention du racisme, de la xénophobie et de toutes les formes de discrimination;

- Intensifier la coopération avec les pays en développement, notamment dans le cadre de projets d'assistance visant à établir des institutions démocratiques et protéger les droits de l'homme;
 - Appuyer les activités des institutions indépendantes, particulièrement celles menées par le Défenseur public des droits du Centre national slovaque pour les droits de l'homme, le Commissaire pour les enfants et le Commissaire pour les personnes handicapées.
-